

Monument rendant hommage aux combattants des droits civiques, Montgomery. ROBERT KING/POLARIS POUR « LE MONDE »

Chasseurs d'extrémistes

Corine Lesnes

Montgomery (Alabama)
Envoyée spéciale

Joseph Roy a grandi dans le Sud. Pendant des années, il s'est occupé des homicides au commissariat de Montgomery. Il a vu du pays et se targue d'avoir une « réputation de boute-en-train ». Mais même les joyeux lurons ont du mal en ce moment. « Tous les éléments sont en place pour un attentat comme celui d'Oklahoma City », en 1995, craint-il. L'attentat, à une époque où le sentiment antigouvernemental était comparable au climat actuel, avait fait 168 morts. Lors de son arrestation, Timothy McVeigh portait un tee-shirt marqué d'une phrase de Thomas Jefferson qui figure sur la page Facebook de tous les extrémistes d'aujourd'hui : « L'arbre de la liberté doit être arrosé de temps à autre du sang des patriotes et des tyrans »...

Joseph Roy est le responsable des investigations au Southern Poverty Law Center (SPLC), une fondation qui traque depuis 1971 tout ce que l'Amérique compte comme extrémistes de droite, « suprémacistes » blancs, skinheads, milices et restes du Ku Klux Klan. Les enquêteurs du SPLC surveillent plusieurs dizaines de milliers de militants d'extrême droite. Ils épluchent chaque mois une centaine de publications radicales. Ils suivent des milliers de sites Web décorés de croix gammées, ils lisent les courriels antilatinos qui circulent dans la blogosphère des « hate groups », les groupes qui ont une philosophie de haine et d'exclusion. Ils empilent, recourent, archivent. Ils ne s'interdisent pas d'aller traîner aux abords des réunions de militants, de fouiller les poubelles ou de faire des photos. « Tout ce que la FBI n'a plus le droit de faire depuis la guerre du Vietnam », dit l'ancien policier.

Le Southern Poverty Law Center, une fondation basée dans le sud des Etats-Unis, poursuit depuis quarante ans tout ce que le pays compte comme extrémistes de droite. Son dernier rapport est plutôt alarmiste : le nombre des « groupes de la haine » a dépassé le millier en 2010

Au départ, le SPLC était un petit cabinet d'avocats, spécialisé dans la défense des victimes du racisme. En quarante ans, il a pris rang parmi les principales institutions américaines de défense des minorités, et il compte maintenant près de 200 employés. Son dernier rapport est plutôt alarmiste. Pour la première fois depuis qu'il a commencé à les recenser dans les années 1980, le nombre des « groupes de la haine » a dépassé le millier en 2010 (contre 602 en 2000). « Quand l'économie allait bien, il y avait moins de groupes », note Joseph Roy. Il est clair qu'avec un président noir et le taux de chômage actuel, tout cela fait de bonnes excuses pour les extrémistes.

Dans la catégorie « hate groups », le SPLC range le Ku Klux Klan (221 groupes), les néonazis (170 groupes), les nationalistes blancs, les skinheads racistes, les séparatistes blacks, les néoconfédérés, et une nébuleuse de groupes antigays, anti-immigrants, antimusulmans, négationnistes, l'Eglise baptiste de Westboro, qui manifeste lors des funérailles des soldats tués au combat pour dénoncer l'homosexualité, ou les antiavortement qui traquent les médecins, tel Justin Carl Moose, 26 ans, qui s'est décrit comme « l'homologue chrétien d'Oussama Ben Laden ». Tous sont obsédés par une cause unique. « C'est une culture », dit Joseph Roy. Ils ne veulent pas vivre avec nous.

Le SPLC est installé à Montgomery, la capitale de l'Alabama, un Etat qui a été l'un des plus racistes du pays mais qui est aussi celui d'où est parti le combat pour les droits des Noirs, à la fin des années 1950. La ville est un livre d'Histoire, les rues parse-

mées de marqueurs pédagogiques. Ici, la « première Maison Blanche de la Confédération », où s'installa le président sécessionniste Jefferson Davis en 1861 (plusieurs centaines de nostalgiques sont venus y manifester en février, à l'occasion du 150^e anniversaire de la guerre civile, en proclamant que « le Sud avait raison »). A quelques centaines de mètres, l'Eglise baptiste de l'avenue Dexter, où le jeune pasteur Martin Luther King a fait ses classes. C'est là qu'a été organisé le fameux boycottage des bus de Montgomery, en décembre 1955, qui a marqué le début de la lutte pour les droits civiques. Le véhicule dans lequel la couturière noire Rosa Parks a refusé de laisser sa place est visible au musée qui porte son nom.

« Il est clair qu'avec un président noir et le taux de chômage actuel, tout cela fait de bonnes excuses pour les extrémistes »

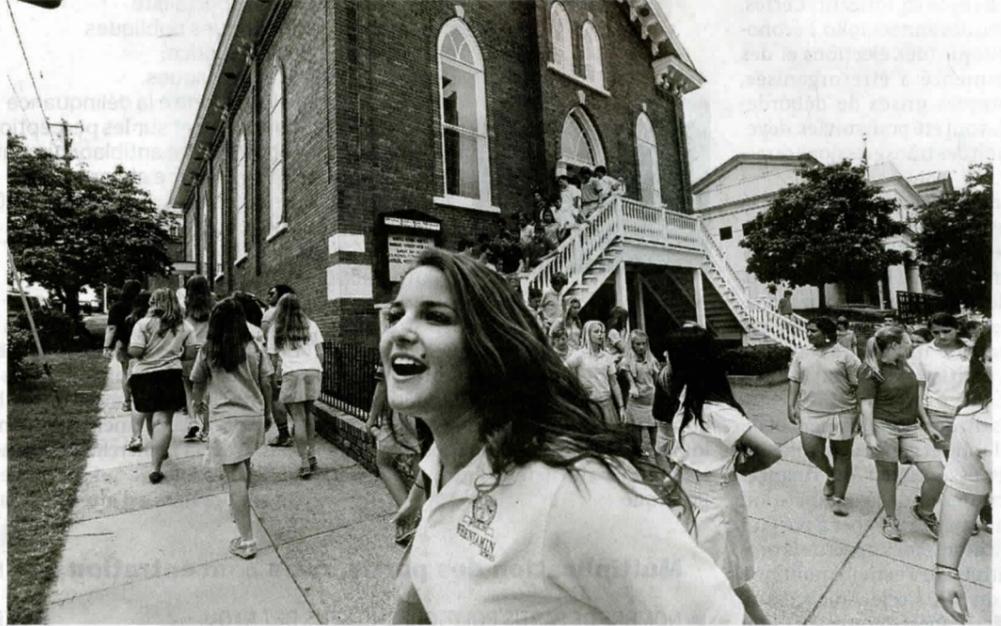
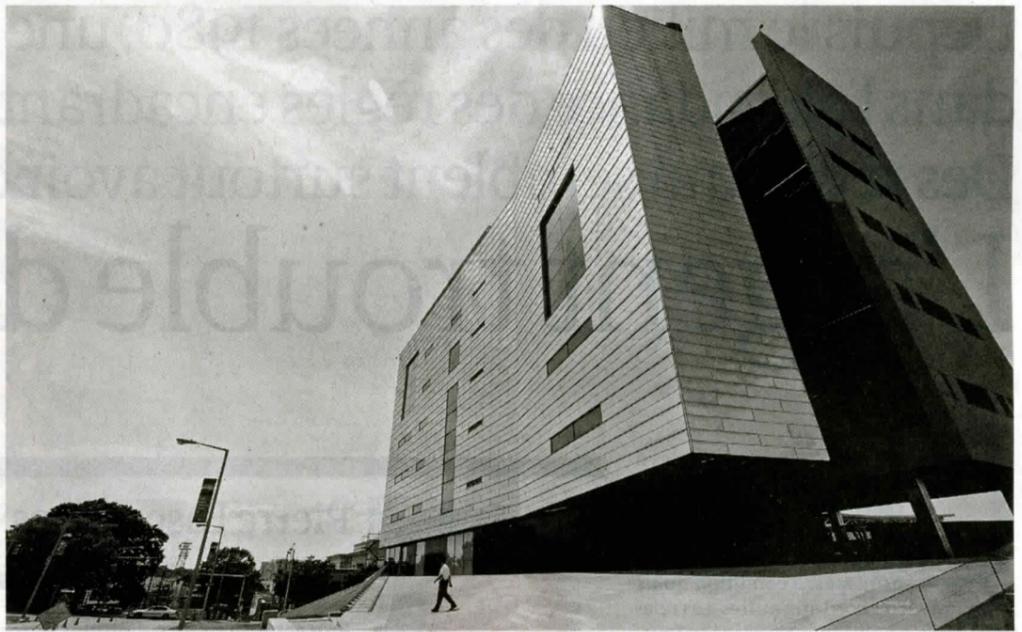
Joseph Roy
responsable des investigations au Southern Poverty Law Center (SPLC)

Le SPLC s'est installé dans ce cœur historique. En 1983, les locaux ont été détruits dans un incendie criminel pour lequel trois membres du Ku Klux Klan ont été condamnés. Par chance, Morris Dees, le fondateur du Centre, avait justement fait placer la précieuse documentation dans des armoires ignifugées. Les milliers de coup-

res de presse, accumulées depuis des années sur le Klan, ont été sauvées. Après l'attentat, le Centre a reçu des dons de tout le pays pour reconstruire. Ce qui a été fait, en grand. « De fait, notre nouveau QG a été payé par le Klan », plaisante Joe Roy.

A l'échelle de Montgomery, bourgade de 200 000 habitants, le siège actuel est presque un gratte-ciel. La façade, où l'acier a pris le pas sur le verre, a été conçue pour résister aux projectiles. Un monument, dessiné par Maya Lin, l'architecte du Mur du Vietnam à Washington, rend hommage aux combattants des droits civiques. Le granit noir porte les noms de 40 victimes : pendues, lynchées, assassinées entre l'arrêt de la Cour suprême mettant fin à la ségrégation dans les écoles (le 17 mai 1954) et l'assassinat de Martin Luther King (le 4 avril 1968). Il a été orienté en direction du Capitole, où le gouverneur-démocrate - de l'Alabama George Wallace prêta serment en 1963 : « Je dis ségrégation aujourd'hui, ségrégation demain, ségrégation toujours »...

Morris Dees est l'âme du Centre. A 74 ans, il a toujours la silhouette nerveuse et le regard combatif. Sauf quand il plaide, il porte le jean, et on ne serait pas surpris de le voir dégainer son pistolet 9 mm automatique. S'il a installé le SPLC à Montgomery, ce n'est pas pour le symbole, mais parce qu'il est chez lui. Il a grandi à 20 km de la ville, dans une famille de petits fermiers blancs. Son père n'était pas raciste (contrairement à l'oncle épiciier qui augmentait les prix pour les Noirs). A 10 ans, l'enfant ramassait le coton dans les champs avec les descendants d'esclaves. L'avocat continue à se demander



Morris Dees (en haut, à gauche), fondateur du Southern Poverty Law Center, dont le siège (en haut, à droite) est installé à Montgomery, en Alabama, ville où se trouve également le Rosa Parks Museum (ci-dessus) et l'église où officiait Martin Luther King (ci-contre).

ROBERT KING/POLARIS POUR « LE MONDE »

pourquoi son père, qui recevait les Noirs par la porte principale, et non par l'arrière-cour, était si différent.

Pour faire plaisir à « Daddy », le jeune homme a fait des études de droit, tout en montant une petite affaire de vente par correspondance (d'abord des gâteaux d'anniversaire sur le campus, puis des revues). Il est largement passé à côté du combat de Martin Luther King, occupé qu'il était à gravir les échelons pour sortir de la pauvreté. Quand il a fondé le SPLC avec son camarade Joe Levin, fortune faite, c'est la spécialité qu'il a choisie : « *poverty law* », le « droit des pauvres », selon la terminologie de l'époque. « *Notre objectif était de nous attaquer aux coutumes et aux lois qui visent à priver de pouvoir les Noirs et les Blancs défavorisés* », raconte-t-il dans son autobiographie (*A Lawyer's Journey*, American Bar Association, 2003).

Au début, le Centre s'est surtout attaqué à la ségrégation institutionnelle dans l'Alabama. Il a poursuivi les collectivités locales qui n'entretenaient pas les routes dans les comtés noirs. Il a obtenu que les Noirs soient admis dans la police de l'Etat (il a fallu quinze ans et une décision de la Cour suprême en 1987). Au grand effroi de la bourgeoisie locale, le YMCA, le club de jeunes, a dû cesser d'être réservé aux Blancs (à ce stade, l'oncle épiciier a accusé Morris de déshonorer la famille). Le SPLC a même attaqué le système de redécoupage électoral qui aboutissait à ce que l'Assemblée de l'Alabama ne compte aucun Noir, alors que les Afro-Américains représentaient 25 % de la population dans l'Etat. Résultat : 17 Noirs ont été élus au Congrès local en 1974.

Mais Morris Dees a surtout été le premier à mettre en œuvre une stratégie financière pour faire tomber les organisations extrémistes. Dans les années 1970, le Ku Klux Klan connaissait une véritable résurgence, conséquence de la révolution des droits civiques. Constitué en 1865 comme une seule organisation, il était éparpillé entre des dizaines de groupes rivaux. Le SPLC s'est attaché à débusquer, derrière les coupables d'actes criminels, les organisations qui les inspirent. En 1981, lorsque deux membres du groupe United Klans of America ont lynché Michael Donald, un jeune Noir de 19 ans, à Mobile, dans l'Alabama, et pendu son corps à un arbre, le SPLC a porté plainte devant un tribunal civil. « *On a choisi un jury entièrement blanc*, explique Morris Dees. *Je voulais que ce soit un jury blanc qui rende un verdict contre le Klan.* » Six ans plus tard, les jurés ont condamné le groupe à verser 7 millions de dollars à la mère de la victime. Les extrémistes ne les avaient pas, mais ils avaient un quartier général à Tuscaloosa. « *On l'a saisi,*

et M^{me} Donald a pu s'acheter une maison à elle pour la première fois de sa vie », relate Richard Cohen, avocat et actuel président du SPLC.

En 1990, le SPLC s'est attaqué aux Christian Knights of the KKK en Caroline du Sud, au nom d'une église baptiste qui avait été incendiée. « *On les a mis sur la paille* », se félicite Richard Cohen (21,5 millions de dollars de dommages et intérêts). En 2000, Richard Butler, le chef historique des Nations aryennes de l'Idaho, a été délesté de sa propriété et une grue est venue détruire le toit du QG marqué d'une croix gammée. En 2008, le leader du groupe Imperial

« Nous avons eu des jours sombres. On peut dire que c'est un de ces moments actuellement »

Morris Dees
avocat, âme du Southern Poverty Law Center

Klans of America a été condamné à 2,5 millions de dollars de dédommagement, après le tabassage d'un jeune Latino de 16 ans dans le Kentucky. Au total, le SPLC se flatte d'avoir obtenu la condamnation de 48 responsables et de 9 organisations de « suprémacistes » blancs.

Entre le Klan et Morris Dees, la lutte a été sans merci. Dees a reçu un nombre incalculable de menaces, et la police a

déjoué au moins trois projets d'attentats. Le Centre a été autorisé à installer des caméras de surveillance dans un périmètre de plusieurs pâtés de maisons. Dans le sous-sol, quelque 80 écrans de télévision signalent tous les mouvements aux alentours. Le SPLC identifie chaque mois une douzaine de personnes qui viennent rôder dans le quartier. « *On les repère à leurs véhicules, à leurs tatouages*, explique l'enquêteur Joseph Roy. *On les suit jusqu'à ce qu'ils remontent dans leur voiture. Comme ça, on sait qui s'intéresse à nous.* »

Au fil des années, le SPLC a élargi son champ d'action à toute l'extrême droite radicale. Il a recensé 2 145 groupes en 2010 (en augmentation de 22 % par rapport à 2009), qu'il range selon un classement précis : les « nativistes » anti-immigration (319 groupes, en augmentation de 3 % seulement), les « hate groups » (1 002, en augmentation de 7,5 %). Et les « patriotes » antigouvernement (824, dont 330 milices qui aiment porter l'uniforme et jouer avec leurs armes à feu dans les sous-bois). Le nombre de ces « patriotes » qui voient le gouvernement comme leur principal ennemi, a augmenté de manière spectaculaire : +61 % en un an. Soit 312 nouveaux groupes. Ils n'avaient jamais été aussi nombreux depuis 1996, sous une autre présidence démocrate, celle de Bill Clinton. Barack Obama, lui, « *personnifie à la fois le gouvernement fédéral et le changement démographique* », relève le SPLC.

Le Tea Party ne figure pas sur les listes du SPLC. « *Les groupes que nous suivons sont beaucoup plus à droite* », décrit Joseph Roy. Les adversaires du Centre lui reprochent de monter la menace en épingle, notamment dans leurs appels à contributions financières. Mais le SPLC est inquiet du climat actuel. « *Le pays est en train de changer très profondément* », dit Mark Potok, un ancien journaliste qui est responsable de la surveillance des « hate groups ». « *Les radicaux sont maintenant motivés par des faits réels.* » En 2050, les Blancs tomberont en dessous de 50 % de la population et ne seront plus qu'une minorité parmi d'autres. « *Nous allons devenir vraiment un pays multiracial. Pour certains, cela entraîne une forte réaction. Ils se disent qu'il faut agir, maintenant ou jamais.* »

Fin avril, le SPLC a célébré son 40^e anniversaire, dans une étonnante discrétion. Plusieurs centaines de personnes étaient présentes, mais la presse n'avait pas été conviée, comme si le centre ne tenait pas à s'attirer trop de publicité. Les participants étaient des particuliers qui soutiennent financièrement le Centre (le SPLC ne reçoit pas de subventions et ne touche pas de commissions sur les dommages et intérêts récoltés dans les procès). Dans l'église de Martin Luther King, ils ont écouté le témoignage de Robert Paudert, le chef de la police de West Memphis, dans l'Arkansas, dont le propre fils, policier lui aussi, a été tué en mai par des membres de

la milice des Sovereign Citizens. Le père a enregistré une vidéo qui a été diffusée dans tous les commissariats pour apprendre aux forces de l'ordre à repérer les militants Sovereign Citizens, un groupe qui professe que le gouvernement n'a pas l'autorité constitutionnelle pour imposer aux citoyens des impôts ou des réglementations comme le permis de conduire. « *Aux Etats-Unis, on préfère ne pas parler de terrorisme domestique* », a-t-il déploré.

Les participants à la fête d'anniversaire ont écouté Henock Seraw. Son père était un étudiant venu d'Ethiopie, qui a été tué en 1988 à Portland par des skinheads du groupe White Aryan Resistance. L'enfant avait 9 ans au moment du procès. L'un des avocats du SPLC l'a adopté. Avec les dommages et intérêts (12,5 millions), Henock a pris des leçons de pilotage. Et aujourd'hui il est pilote de ligne sur Ethiopian Airlines. Gauchement, le jeune homme a remercié le public.

Morris Dees a pris la parole et rappelé que Martin Luther King avait des doutes sur la capacité des Etats-Unis à rester une démocratie. « *Nous avons eu des jours sombres. On peut dire que c'est un de ces moments actuellement* », a dit l'avocat. Il a cité Amos, le prophète de la justice sociale, si souvent évoqué par le pasteur, selon qui, à moins d'être juste, les riches et les puissants ne pourront pas jouir longtemps de leurs biens. « *C'est le message pour nous aujourd'hui*, a livré Morris Dees. *Il existe une chose simple appelée "justice". Nous avons besoin de justice en Amérique.* » ■

Le catalogue de la haine

DEUX AFFAIRES spectaculaires ont rappelé récemment aux Américains l'existence d'un terrorisme domestique d'extrême droite. En mars, à Spokane, Kevin Harpham, un skinhead, a été arrêté sous l'accusation d'avoir laissé un sac à dos chargé d'une bombe artisanale sur le passage d'une manifestation à la mémoire de Martin Luther King, en janvier. L'engin contenait aussi de la mort-aux-rats pour empêcher la cicatrisation des blessures. Il avait été détecté à temps par des éboueurs mais des dizaines de personnes auraient pu être tuées.

Un an plus tôt, en mars 2010, le FBI avait arrêté neuf membres de la milice Hutaree, accusés de préparer une rébellion contre le gouvernement fédéral. Ce groupe, basé dans le Michigan, s'affirmait comme le rassemblement des « *guerriers chrétiens* ». Il envisageait de tuer un poli-

cier puis d'attaquer les participants aux funérailles à l'aide de missiles afin de tuer autant de membres des forces de l'ordre que possible et de déclencher une insurrection nationale. Le procès est prévu pour début 2012.

Ces deux affaires ont été relativement médiatisées. A lire les publications du Southern Poverty Law Center (SPLC), on s'aperçoit qu'on connaît moins la violence ordinaire d'un milieu en bouillonnement constant. Ici, un extrémiste antiautoritaire de 26 ans, Justin Carl Moose, arrêté en septembre 2010 par le FBI en Caroline du Nord. Il se proclamait « *l'homologue chrétien d'Oussama Ben Laden* » et postait des instructions sur la fabrication d'une bombe sur sa page Facebook.

Là, Daniel Cowart, membre du groupe skinhead Supreme White Alliance, condamné le 22 octobre 2010 à quatorze

ans de prison pour avoir projeté de tuer Barack Obama en 2008. Ou Roger Stokham, interpellé en janvier 2011 sur le parking d'une mosquée de Dearborn, dans le Michigan, dans une voiture chargée de feux d'artifice et d'explosifs. Ancien combattant de la guerre du Vietnam, il passait de prisons en hôpitaux psychiatriques.

Du côté des antigouvernementaux, les attaques contre les forces de l'ordre ont augmenté. Depuis 1995, 320 policiers ont été abattus par des militants « anti-feds », selon le SPLC. Certains « patriotes » sont en guerre contre le dollar, comme Bernard von NotHaus, arrêté en mars en Caroline du Nord, pour contrefaçon. Il fabriquait une monnaie alternative qu'il revendait à d'autres « patriotes ».

La violence anti-homosexuelle est aussi en augmentation. En juin, six adolescents new-yorkais ont été poursuivis

pour avoir battu à mort un jeune gay de 18 ans. Les menaces n'épargnent pas les couples interracial. Dans l'Arkansas, quatre hommes ont été inculpés en avril pour avoir lancé un cocktail Molotov dans la maison d'un couple mixte. En février, une croix de près de 2 m de haut a été brûlée dans le jardin d'un autre couple de l'Illinois.

Régulièrement, des svastikas sont découvertes, et des croix continuent de brûler devant des résidences ou des églises noires, comme à Little Rock, dans l'Arkansas en juin. En mars, dans l'Ohio, quelques mots étaient aussi gravés sur la croix : « *Le KKK vous le fera payer.* » Des pneus sont crevés dans les quartiers latinos, et des Noirs trouvent parfois des nœuds coulants sur leur poste de travail. ■